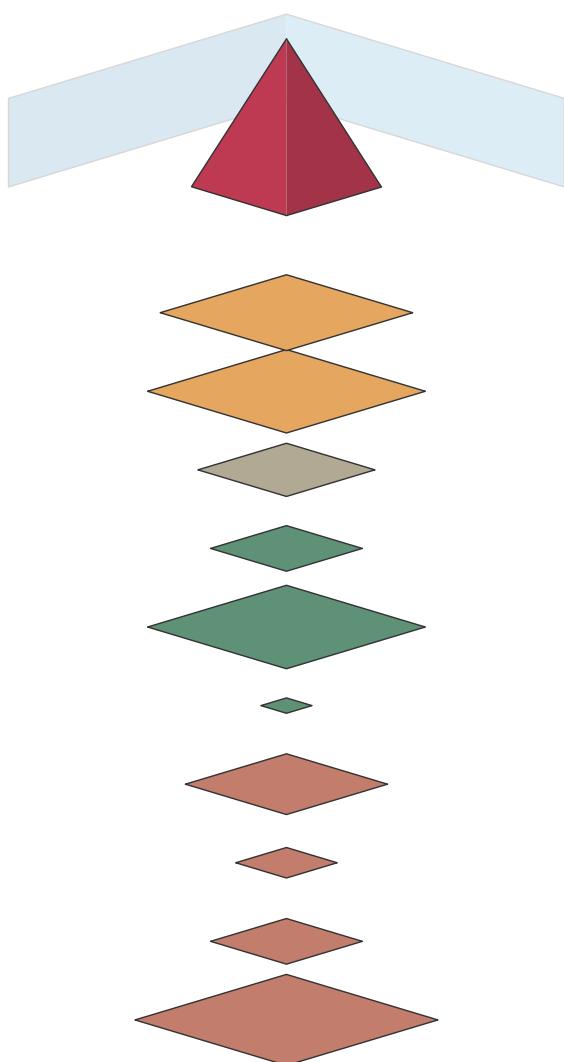


 **COMORES**



 **3,86**
SCORE DE CRIMINALITÉ

150° sur 193 pays
47° sur 54 pays africains
9° sur 13 pays d'Afrique australe

 **MARCHÉS CRIMINELS** **3,85**

TRAITE DES PERSONNES	5,00
TRAFFIC D'ÊTRES HUMAINS	5,50
TRAFFIC D'ARMES	3,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	3,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	5,50
CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	1,00
COMMERCE D'HÉROÏNE	4,00
COMMERCE DE COCAÏNE	2,00
COMMERCE DE CANNABIS	3,00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	6,00

 **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **3,88**

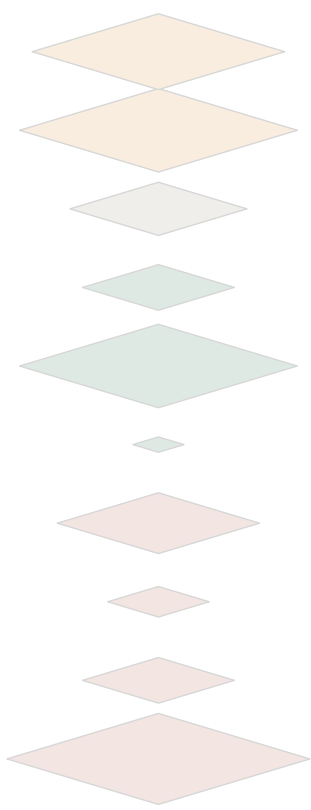
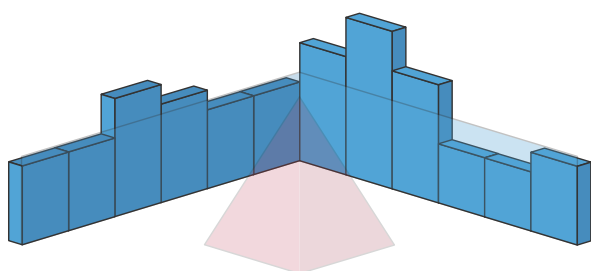
GROUPES DE TYPE MAFIEUX	1,00
RÉSEAUX CRIMINELS	4,50
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	6,00
ACTEURS ÉTRANGERS	4,00

 **2,38**
SCORE DE RÉSILIENCE

178° sur 193 pays
45° sur 54 pays africains
13° sur 13 pays d'Afrique australe



 **COMORES**



2,38
SCORE DE RÉSILIENCE

178^e sur 193 pays
45^e sur 54 pays africains
13^e sur 13 pays d'Afrique australe

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	2,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	3,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	2,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,00
FORCES DE L'ORDRE	2,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	3,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	4,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	3,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	1,50
PRÉVENTION	1,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	2,00

3,86
SCORE DE CRIMINALITÉ

150^e sur 193 pays
47^e sur 54 pays africains
9^e sur 13 pays d'Afrique australe

 MARCHÉS CRIMINELS	3,85
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	3,88



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Les Comores sont un pays d'origine et un point de transit pour les victimes de la traite des personnes, principalement des femmes, qui sont déplacées d'Afrique vers le golfe Persique à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. C'est aussi un pays de destination pour le travail forcé et l'exploitation des enfants.

Le trafic d'êtres humains à destination de Mayotte, où le niveau de vie est plus élevé que dans les îles des Comores, est courant et rentable, et influence significativement l'économie politique des deux pays. Des entreprises de passeurs voient le jour et se développent dans toutes les îles, en particulier à Anjouan, car de plus en plus de personnes quittent les Comores et les îles voisines de façon irrégulière. Le pays est trop isolé pour jouer un rôle majeur sur le marché du trafic d'êtres humains, mais le nombre élevé de décès en mer causés par celui-ci est préoccupant.

COMMERCE

Les Comores jouent un rôle négligeable dans le trafic d'armes transnational et les niveaux de violence armée sont extrêmement bas sur les îles. Cependant, le pays est concerné par les crimes endémiques de l'océan Indien, notamment le trafic, la piraterie et la pêche illégale. Les cas de piraterie et de vol à main armée se multiplient et l'utilisation d'armes légères, généralement acquises auprès de courtiers opérant dans l'océan Indien, est courante chez les trafiquants de drogue et les pirates.

ENVIRONNEMENT

Grand producteur de vanille, l'archipel des Comores abrite un commerce illégal parallèle au commerce légal. Certains rapports indiquent que le pays sert de point de transit pour les grumes illicites en provenance de Madagascar. On observe un déboisement rapide des terres en raison de la croissance démographique et du développement urbain. Bien qu'il ne soit pas lié au crime organisé, ce phénomène peut contribuer à la déforestation non réglementée et illicite.

La pêche illégale est un problème important dans le canal du Mozambique qui affecte considérablement les Comores. Si les principaux coupables sont des navires de Chine et d'autres pays asiatiques, certains navires battant pavillon comorien ont également été mis en cause. La majeure partie de la flotte comorienne n'a aucun lien avec le pays et opère en violation des lois nationales, principalement dans les eaux de l'Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi l'UE a adressé un carton rouge aux Comores pour complicité

dans la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Le trafic de tortues est un autre problème majeur et des rapports font en outre état de la circulation d'ailerons de requin entre les Comores et Madagascar. Aucun rapport récent ne fait état d'un marché de la criminalité liée aux produits non renouvelables dans le pays.

DROGUES

L'héroïne est importée aux Comores en provenance de Tanzanie et de Madagascar, principalement par les points d'entrée maritimes. Les Comores sont principalement un marché de destination pour l'héroïne, bien qu'il y ait eu quelques cas de mules comoriennes détenues à Maurice et en France. Les mauvaises structures de gouvernance et la proximité de plaques tournantes de l'héroïne de plus en plus importantes (en particulier Madagascar) pourraient se traduire par un renforcement du rôle de transit des Comores à l'avenir. Étant donné l'extrême pauvreté de la majorité de la population et le prix élevé de cette drogue, le marché de la cocaïne est très restreint et se concentre essentiellement dans la capitale, Moroni. Néanmoins, en raison de sa situation géographique, le pays pourrait devenir à l'avenir une zone de transit attractive pour le trafic de cocaïne.

L'usage domestique du cannabis est très répandu et cette drogue est à la fois cultivée sur l'île et importée de Madagascar et de Tanzanie. Une partie de la résine de cannabis importée aux Comores est ensuite exportée vers Mayotte. La consommation de drogues de synthèse est une préoccupation croissante aux Comores, en particulier chez les jeunes, le pays fonctionnant principalement comme un marché de destination avec un transit ultérieur limité. Ces drogues sont bon marché et largement accessibles. L'utilisation des cannabinoïdes de synthèse est en croissance et a été rendue responsable d'une augmentation des vols et des problèmes domestiques et sociaux.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

L'État comorien facilite ou est activement impliqué dans la plupart des marchés illicites sur les îles, où la corruption se concentre particulièrement sur la traite des personnes. Le trafic d'êtres humains vers Mayotte est pleinement sanctionné par l'État qui ne reconnaît pas de frontière internationale. Des réseaux criminels peu structurés opèrent également aux Comores. Avec la croissance du marché local de la drogue, les réseaux criminels nationaux se développent et en profitent, tandis que les réseaux tanzaniens d'importation d'héroïne sont bien établis. Les réseaux criminels se concentrent principalement sur

la traite des personnes et le travail des enfants, exploitant les désirs des familles de déplacer leurs enfants vers l'État de Grande Comore. Nombre de Comoriens, notamment des pêcheurs, sont employés par les réseaux de passeurs de Mayotte.

Aux Comores, le trafic et la traite des personnes sont largement facilités par des acteurs étatiques, mais les organisations criminelles internationales sont les premières

responsables du transport des personnes vers et depuis les îles. Les acteurs tanzaniens sont principalement impliqués dans le trafic de drogue, tandis que la contrebande de vanille serait facilitée par des ressortissants malgaches. Ils jouent également un rôle important dans l'importation de drogues et de tortues de Madagascar, mais pas dans la distribution intérieure. On ne recense pas de groupes mafieux ou équivalents aux Comores.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le gouvernement n'a déployé que des efforts minimes pour lutter contre le crime organisé et le manque de coordination politique entre les trois îles principales entrave l'efficacité de la gouvernance. Les Comores restent un État fragile et, depuis 2009, le gouvernement et l'opposition sont en désaccord sur les tentatives de modification de la constitution, ce qui a détourné l'attention de la lutte contre le crime organisé. Le référendum de 2018 a abouti à la prolongation du mandat présidentiel et à la concentration du pouvoir, contrairement à la constitution qui limite les mandats présidentiels et stipule que la présidence doit tourner entre chacune des trois îles principales. Le référendum a été boycotté par une grande partie de l'électorat et des inquiétudes concernant le truquage des votes ont été exprimées. Le niveau de corruption perçue aux Comores fait partie des plus élevés au monde et le pays est souvent décrit comme une dictature émergente.

Les Comores sont membres de certains traités internationaux relatifs au crime organisé, mais le pays a reçu un carton rouge de l'UE et a été qualifié de non coopératif en raison de ses efforts insuffisants pour lutter contre la pêche illégale. Les relations politiques entre les Comores et la France (pertinentes en raison de leur proximité avec Mayotte) fluctuent, mais sont généralement difficiles. Il existe apparemment très peu d'accords d'extradition entre les Comores et d'autres nations et la coopération internationale semble très limitée. Le système juridique y est par nature hybride, puisqu'il s'appuie à la fois sur le droit coutumier autochtone, le droit islamique et le droit civil français. Il est sous-développé et le cadre législatif en place pour lutter contre la criminalité organisée est insuffisant et inférieur aux normes internationales.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Les tribunaux comoriens manquent de ressources et sont débordés. Ils souffrent également d'une ingérence politique excessive de la part de l'exécutif, comme en témoigne la

suspension de la cour constitutionnelle en 2018 par décret présidentiel. Selon les parties prenantes des différentes îles, les autorités ne font pas respecter la loi et la corruption gangrène l'ensemble du système judiciaire et des professions du secteur, ce qui conduit à préférer les systèmes de justice informels aux systèmes formels. De même, la corruption est endémique au sein des forces de l'ordre et les policiers sont connus pour leur collusion avec des réseaux criminels sur divers marchés, facilitant activement leurs activités. L'État de droit est faible aux Comores et les autorités s'intéressent peu à l'amélioration des normes relatives à la formation ou à la lutte contre les problèmes de corruption et de soutien au crime. Le pays étant constitué de trois îles principales, le maintien de la sécurité aux frontières est difficile et la police des frontières manque de ressources. La capacité de surveillance maritime est extrêmement limitée, tout comme les infrastructures de sécurité dans les deux principaux ports des îles. Des ports informels dans les îles permettent aux petits bateaux de débarquer et d'accoster sans être détectés. Il faut également noter que le gouvernement refuse de reconnaître la frontière nationale entre les Comores et Mayotte.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le système financier des Comores est sous-développé et le pays ne dispose pas des moyens nécessaires pour calculer les bénéfices des activités illicites. Cependant, en raison de son système financier sous-développé, de nombreuses formes sophistiquées de criminalité financière en matière de commerce en ligne sont impossibles. Bien que le blanchiment d'argent soit criminalisé, les politiques sont peu appliquées et les systèmes d'identification des cas de blanchiment d'argent sont faibles. Les Comores ne disposent pas d'un environnement propice aux entreprises. Les entrepreneurs ne sont pas soutenus, la plupart des citoyens sont employés dans le secteur informel et la capacité de réglementation est extrêmement faible. Le système financier fait l'objet d'une grande méfiance en raison de l'ingérence politique

et le système judiciaire a davantage soutenu les créanciers défaillants que les institutions de prêt.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le soutien offert aux victimes du crime organisé est insuffisant, et les victimes de la traite des personnes sont souvent hébergées par les fonctionnaires eux-mêmes en raison du manque de ressources. Aucun soutien n'est apporté aux toxicomanes non plus, et les organisations de la société civile, financées par des fonds privés, ne disposent pas des ressources nécessaires. Quelques rares mesures pour prévenir le crime organisé sont mises en œuvre, mais les actions du gouvernement pour fournir une formation et empêcher la traite des personnes font cruellement défaut. Il est possible de se procurer ouvertement de la drogue dans de nombreuses parties des îles, on y dénombre peu d'arrestations et les opérateurs de haut niveau ne semblent pas être ciblés. En plus du manque de financement et de la dépendance vis-à-vis des donateurs étrangers, des mesures répressives ont récemment été prises à l'encontre d'organisations de la société civile ainsi que de médias. Depuis le référendum controversé de 2018, le paysage médiatique s'est considérablement dégradé, les journalistes subissant diverses atteintes à leurs libertés, notamment des arrestations, des agressions et des intimidations. En conséquence, certains journalistes ont été contraints de fuir les Comores. Des lois strictes sur la diffamation entravent également la liberté de la presse et contribuent à la détérioration de l'environnement médiatique du pays.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.